

[Text]

corporations are perhaps behind us in some of these areas. There are some differences that, as I say, are essentially endemic to the nature of our beast relative to the nature of the private sector beast and others that are more accidents of history and should be explored and resolved.

[Translation]

C'est de cette façon que travaillent maintenant certaines de nos sociétés les plus efficaces. Ajoutons cependant que certaines des sociétés les moins performantes sont sans doute derrière nous dans bien des domaines. Disons donc que dans certains cas il s'agit de faiblesse endémique propre à la nature de la bête à laquelle nous avons affaire, par opposition au secteur privé, alors que dans d'autres cas il s'agit plutôt d'accidents de l'histoire face auxquels nous ne sommes pas totalement démunis.

• 1635

Mr. Gauthier: When you say representatives, are you talking about equitable participation?

Mr. Edwards: Yes.

Mr. Gauthier: Are you talking about employment equity?

Mr. Edwards: Yes.

Mr. Gauthier: You say that this has been with us for some time and that the private sector is catching up by—

Mr. Edwards: We have attempted for a lot longer to ensure that our two linguistic groups are accountable in the government. I believe we broke through on the participation of women earlier than most large corporations. We are probably a little ahead in some of the other areas than many corporations, but they are coming under the same pressures as we are at this time.

Mr. Gauthier: Those are good things.

Mr. Edwards: Yes, they are.

Mr. Gauthier: The Parliament of Canada led the private sector in most of those fields. Given that, access to those training programs at this Canadian Centre for Management will be decided by the deputy or some senior management person. How do we make sure that the values we promoted in regard to employment equity, equitable participation, and all those values we have defended and promoted in the public sector are indeed followed and made to weigh appropriately in the selection of candidates eligible for access to the Canadian Centre for Management Development? I do not know. I have not seen it in this bill, but I take it that it is an arm's length corporation from government and therefore will be subject to the same laws as the Public Service of Canada. Do you have any comments on this, Mr. Edwards?

Mr. Edwards: I believe that one of the greatest safeguards with arm's length organizations is the scrutiny by parliamentary committees and active Members of Parliament insisting on finding out the information, debating the information and excoriating performance where appropriate.

Mr. Gauthier: But we do not take chances when we privatize things. We put it in the bill. When we privatized Air Canada, we put it in section 10 of the Air Canada Act

M. Gauthier: Lorsque vous parliez d'une fonction publique représentative, vouliez-vous parler de l'équité en matière de participation?

M. Edwards: Oui.

M. Gauthier: Et de l'équité en matière d'emploi?

M. Edwards: Oui.

M. Gauthier: Vous dites que c'est une préoccupation de longue date ou nous avons devancé le secteur privé. . .

M. Edwards: Nous avons effectivement cherché, depuis plus longtemps que ce secteur privé, à donner les mêmes chances aux deux groupes linguistiques au sein de la fonction publique. Pour ce qui est de la participation des femmes, nous avons également été plus rapides à prendre des mesures que la plupart des grandes sociétés. Dans certains autres domaines nous sommes également sans doute un peu en avance, mais le secteur privé est lui aussi soumis à des pressions dans ce sens.

M. Gauthier: Il faut s'en réjouir.

M. Edwards: Oui.

M. Gauthier: Le Parlement canadien a montré l'exemple au secteur privé dans la plupart de ces domaines. Cela dit, ce seront les sous-ministres ou les cadres de direction supérieurs qui choisiront les candidats à ces programmes de formation du Centre. Comment être sûrs que ce choix se fera conformément aux valeurs que nous avons promues jusqu'ici, qu'il s'agisse d'équité en matière d'emploi ou de participation équitable? Je me le demande. Je n'ai rien vu dans ce projet de loi qui y fasse allusion, mais comme il s'agit, je suppose, d'un organisme sans lien de dépendance avec le gouvernement, il sera lui aussi assujéti aux lois de la fonction publique canadienne. Avez-vous quelque chose à me dire là-dessus, monsieur Edwards?

M. Edwards: La première garantie, lorsqu'il s'agit d'organismes indépendants, c'est celle qu'offre l'examen par les comités du Parlement et par les députés qui veulent toute l'information disponible, qui en discutent et qui tonnent, si c'est nécessaire, contre la performance de l'organisme concerné.

M. Gauthier: Mais lorsque nous privatisons, nous sommes beaucoup plus prudents. C'est-à-dire que nous inscrivons noir sur blanc, en privatisant Air Canada, par